

S05LH h2h /19

712

(19h2)

A

Rapports de la S.N.C.F. avec le Comité Central des Prix.

Dépêche du M. des F. au MTP	12. 5.42
Copie à la S.N.C.F.	3. 6.42
Lettre SNCF au MTP	27. 6.42

Le Président  
du Conseil d'Administration  
-----

Paris, le 27 juin 1942

Rapports de la S.N.C.F. avec  
le Comité Central des Prix  
---

D. 7110/4

Monsieur le Ministre,

Par votre lettre du 3 juin courant, vous avez bien voulu m'adresser copie de la réponse faite par M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finances à votre intervention tendant à ce que soient portées à la connaissance de la S.N.C.F. les propositions de hausse des prix présentées au Comité Central pour les produits dont cette Société est le principal client.

Dans cette réponse, il est rappelé que le Comité Central des Prix comprend un fonctionnaire de la S.N.C.F. comme représentant de votre Administration, et qu'en fait les rapporteurs du Comité Central des Prix se mettent en rapport avec les représentants de la S.N.C.F. pour l'examen des demandes d'homologation de hausse qui l'intéressent: qu'au surplus, les prix ainsi homologués sont des prix limites au-dessous desquels la S.N.C.F. a toujours la possibilité de négocier avec les fournisseurs ou les Comités intéressés.

Il est bien exact qu'à diverses reprises, des rapporteurs au Comité Central des Prix ont pris contact avec la S.N.C.F. pour l'examen des demandes dont ils étaient saisis: mais cette communication a été en général tardive, elle ne s'est guère produite le plus souvent que deux ou trois jours avant la séance plénière qui devait statuer sur les conclusions du rapport qui lui était soumis. Dans ce court laps de temps la S.N.C.F. n'a pu réunir les éléments d'information nécessaires pour permettre au rapporteur de discuter les justifications fournies à l'appui des demandes de hausse.

Il serait donc désirable, pour que la S.N.C.F. puisse apporter aux Services de l'Economie Nationale et des Finances une collaboration complète et efficace que la communication des demandes d'homologation de hausse lui soit faite par les rapporteurs aussitôt qu'ils en sont eux-mêmes saisis.

certaines/

D'autre part, si pour ~~xxx~~ produits, la S.N.C.F. se trouve être le principal consommateur et un consommateur très important, elle n'en possède pas moins, sur beaucoup d'autres produits, dont la liste a été fournie à la Sous-Direction des prix, une documentation personnelle que les rapporteurs au Comité Central des Prix pourraient consulter avec fruit.

Il y aurait donc intérêt, du point de vue de la politique générale des prix suivie par les services de l'Economie Nationale et des Finances à ce que l'avis de la S.N.C.F. fût provoqué par les rapporteurs pour tous les produits figurant sur cette liste.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications;



En insistant pour que la communication des demandes d'homologation des hausses lui soit faite le plus tôt possible et pour le plus grand nombre de produits possible, la S.N.C.F. n'a pas seulement en vue les intérêts propres du grand service public dont elle a la charge, elle pense surtout à l'aide qu'elle croit pouvoir apporter aux Pouvoirs Publics dans la tâche qu'ils ont entreprise pour maintenir dans les limites raisonnables les prix du marché intérieur.

Veuillez agréer, .. ..

Le Président du Conseil d'Administration,

signé : FOURNIER.

Secrétariat d'Etat aux Communications

-----  
Direction Générale des Transports  
-----

Service Economique - 1er Bureau

Paris, le 3 juin 1942

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Président du Conseil d'Adminis-  
tration de la S.N.C.F.

Objet : Rapports de la S.N.C.F. avec les Comités d'Orga-  
nisation - Contrôle des prix de revient.

Réf. : V/lettre n° CM 71 du 27 février 1942 et ma répon-  
se du 18 mars.

Comme suite aux lettre citées en référence, j'ai  
l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie de la ré-  
ponse que M. le Ministre Secrétaire d'Etat aux Finan-  
ces vient de faire à mon intervention tendant à ce  
que soient portées à votre connaissance les proposi-  
tions de hausse des prix présentées au Comité Cen-  
tral pour les produits dont votre Société est le  
principal client.

Le Directeur Général des Transports,

Signé : R. CLAUDON.

Le 12 mai 1942

Le Secrétaire d'Etat

à M. le Secrétaire d'Etat aux Communications  
(Direction Générale des Transports - Service économique -  
1er Bureau)

Objet : Rapports de la S.N.C.F. avec les Comités d'Organisation. Contrôle des  
prix de revient.

Votre prédécesseur a bien voulu appeler l'attention de mon Département sur l'intérêt qu'il y aurait à ce que les propositions de hausse de prix dont le Comité Central pourrait être saisi pour les produits dont la S.N.C.F. est le principal client, fussent portées à la connaissance de cette Société assez tôt pour qu'elle puisse présenter, en temps utile, ses observations.

La question se pose notamment pour le prix des rails qui a toujours fait l'objet, entre la S.N.C.F. et le Comptoir des Produits sidérurgiques de discussions d'autant plus malaisées que la S.N.C.F. ne possède aucun atelier témoin et manque ainsi d'éléments sérieux pour apprécier le prix de revient de la fabrication.

Votre Administration estimerait nécessaire que la S.N.C.F. obtint pour ses achats de rails, comme pour les marchés de construction de matériel roulant, le moyen d'exercer un contrôle des prix de revient réels de la fourniture et qu'elle puisse procéder, à cet effet, à des investigations dans les aciéries.

Il faudrait tout au moins, selon vos Services, que les justifications fournies par le Comptoir des Produits Sidérurgiques à l'appui de ses demandes d'homologation de prix nouveaux fussent communiquées en temps utile à la S.N.C.F. pour lui permettre de faire connaître son avis au Comité Central des Prix.

J'ai l'honneur de vous rappeler que le Comité Central des Prix comprend, de façon permanente, un représentant de la S.N.C.F. (en l'espèce, M. GROS, Chef du Service des Achats et des Ventes). En outre, les rapporteurs du Comité Central des Prix et notamment ceux qui traitent des produits sidérurgiques et métallurgiques prennent l'attache de la S.N.C.F. dès réception des demandes qui l'intéressent. Il en a été ainsi récemment à propos de la boulonnerie et des pièces en acier moulé; il en sera de même pour les rails. Les prix demandés sont alors examinés dans le détail au cours des réunions qui groupent les représentants de la S.N.C.F. et du Comité Central des Prix. Le Comité Central fixant des prix limites, la S.N.C.F. et le Comptoir ont d'ailleurs la possibilité de négocier pour conclure des prix inférieurs.

En ce qui concerne la possibilité d'investigations de la S.N.C.F. dans les aciéries, j'estime que l'Administration n'a pas à intervenir en cette matière, le droit de communication qui est conféré aux services

des prix ne pouvant être étendu à des organismes qui sont intéressés directement aux contrats. Je ne puis que vous laisser le soin, si vous le jugez utile, de saisir de la question le Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle.

Signé : Pierre CAIL.